La Manche au XVIII^e siècle

La construction d'une frontière franco-anglaise

Renaud Morieux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10132>

DOI : 10.4000/ahrf.10132

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

Pagination : 167-174

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Renaud Morieux, « La Manche au XVIII^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10132>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

La Manche au XVIII^e siècle

La construction d'une frontière franco-anglaise

Renaud Morieux

- 1 Cette thèse¹ s'inscrit dans un champ historiographique bien balisé, la comparaison entre la France et l'Angleterre au XVIII^e siècle, dont l'un des présupposés centraux n'a jamais été questionné. Où passe la limite entre ces deux entités, qui rend possible d'en penser la comparaison ? Au lieu de partir du postulat que les deux entités nationales sont bien identifiées et séparées, et que l'on peut faire l'inventaire des points communs et des différences de part et d'autre d'une limite dont l'épaisseur concrète n'est jamais discutée, c'est cette limite même qui est l'enjeu de la thèse. J'ai donc choisi d'étudier les relations franco-anglaises au contact des deux États, sur cette zone indéfinie, mouvante et à géométrie variable qu'est la mer.
- 2 Centrer l'étude sur le lieu commun entre la France et l'Angleterre permet de mettre à distance plusieurs idées reçues qui imprègnent encore fréquemment aujourd'hui l'étude des relations franco-anglaises. En premier lieu, l'idée d'une hostilité ancestrale entre les deux États et les deux peuples fait partie des stéréotypes les plus ancrés, comme l'illustre le succès de l'expression « la seconde guerre de Cent Ans », censée avoir opposé les deux grandes puissances du temps entre 1689 et 1815. L'histoire comparée franco-britannique a longtemps été une histoire des images réciproques, comme en témoigne encore aujourd'hui le nombre des ouvrages consacrés aux stéréotypes nationaux, sous la forme d'anthologies ou d'ouvrages de vulgarisation². La portée des discours et des caricatures, les contextes dans lesquels ils sont formulés et l'ancrage social des locuteurs n'ont que peu attiré l'attention, ce qui n'empêche pas de conclure à la rivalité ancestrale et constamment réactualisée par les guerres *des Français et des Anglais*.
- 3 La genèse de cette thèse a donc résulté du désir de passer d'une histoire des perceptions de la relation franco-anglaise, qui mettait en vis-à-vis les regards français et anglais, à une étude des interactions. Mes premiers sondages dans les archives françaises et anglaises ont consisté à recenser les moments et les lieux où se produisaient des contacts franco-anglais. Des objets comme les passeports, des institutions comme la douane, ou des pratiques économiques comme la contrebande,

étaient omniprésents dans les archives, et fort peu traités dans l'historiographie consacrée aux relations franco-anglaises. Pour définitivement fixer le choix du sujet, plusieurs possibilités s'offraient à moi, en sélectionnant des groupes particuliers ou des moments. J'ai par exemple un temps envisagé de travailler sur une comparaison entre deux moments de mobilisation des opinions publiques, le traité d'Utrecht de 1713 et le traité de commerce de 1786. Il m'a semblé plus utile de restreindre le sujet sur le plan spatial.

- 4 Pourquoi la Manche ? Au lieu d'étudier séparément l'Angleterre puis la France, et donc de faire une histoire comparée « classique », je voulais trouver un terrain *commun*. C'est donc la mer, en tant qu'elle médiatise les relations multiples entre la France et l'Angleterre, à la fois au plan matériel et symbolique, qui a guidé la démonstration. L'unité spatiale et l'hypothèse de liens profonds entre les deux rives allaient guider ma recherche. Plus que l'histoire comparée, c'était vers une histoire relationnelle que je m'orientais, centrée sur un espace qui n'avait jamais été étudié en tant que tel.
- 5 Étonnamment, mais peut-être à cause de son évidence même, la mer bordière entre les deux États n'a en effet guère attiré l'attention des historiens. La Manche est la grande absente parmi les grandes thèses d'histoire maritime françaises écrites après la *Méditerranée* de Fernand Braudel. Contrairement à la plupart des espaces maritimes du globe, la Manche n'a fait l'objet d'aucune monographie académique : la mer du Nord, l'Océan Indien ou la mer Noire ont leurs historiens³, tandis que la Méditerranée et l'Atlantique ont même donné leur nom à des courants historiographiques en plein développement. Si l'on se fie à la production éditoriale, cette mer est une affaire exclusivement anglaise. En français, les seules histoires de la Manche sont des études régionales, consacrées au département du même nom. En anglais en revanche, l'objet a depuis longtemps suscité l'écriture d'essais ou de synthèses de vulgarisation, et l'intérêt ne semble jamais se tarir. Cette distorsion reflète des représentations de l'espace très différentes : la Manche est un lieu de mémoire de l'histoire anglaise puis britannique, et aujourd'hui atlantique. En France justement, la Manche n'est jamais qu'une frontière parmi d'autres, dont le capital symbolique est dérisoire par rapport aux Pyrénées, à la Méditerranée ou au Rhin par exemple. Ce statut très différent de la même mer dans les deux pays devait être expliqué.
- 6 La démarche suivie a consisté à articuler une histoire de la construction théorique de la frontière, une histoire de son contrôle par l'État, et enfin une histoire des pratiques frontalières. Étudier la Manche comme frontière supposait bien évidemment de prendre en compte ses effets géographiques, la mer étant simultanément barrière, interface, terroir ou territoire, mais aussi de prendre en compte ses effets sociaux, la frontière étant toujours une zone de négociation entre des acteurs très divers. Se placer à ce niveau m'a permis de faire une histoire décentrée, où le territoire de l'État est un critère parmi d'autres, et non le point de départ de la comparaison⁴.
- 7 Ainsi, dans la première partie de la thèse (*La frontière inventée*), il s'est agi de comprendre comment s'est constitué, depuis le XVI^e siècle, cet objet bien plus complexe qu'il n'apparaissait d'abord. Ce travail m'a permis de remettre en cause l'idée que la Manche était forcément pensée comme une limite politique ou comme frontière naturelle entre la France et l'Angleterre à l'époque moderne. J'ai ainsi identifié plusieurs traditions intellectuelles qui faisaient de la mer un lien naturel entre les deux territoires. Chez les théologiens, la Manche est plutôt décrite comme un lien naturel entre deux peuples qui partagent la même histoire biblique, descendant du même

rameau noachique après le Déluge universel. Chez les naturalistes, la similitude des faciès géologiques des deux littoraux indique que la France et l'Angleterre furent un jour unies : cette croyance imprègne la pensée européenne depuis l'Antiquité, de Tacite jusqu'à Cuvier. Au XVIII^e siècle, la chronologie de cette rupture fait l'objet de discussions constantes non seulement chez les scientifiques, mais aussi dans l'opinion publique. En outre, cette mer est longtemps un espace sans nom et aux limites floues, comme l'a notamment montré l'étude des dictionnaires géographiques et d'un corpus de plus de 400 cartes. C'est seulement au milieu du XVIII^e siècle qu'un découpage canonique se fixe, tandis que la mer n'est plus désignée que par les toponymes de « Manche » en français et de « English Channel » en anglais. Les limites externes de la Manche sont aujourd'hui encore incertaines, et savoir où commence l'Atlantique et où finit la mer du Nord est affaire de conventions. Cette construction de l'objet « Manche » m'a permis de passer d'une histoire d'un espace maritime dont les limites semblaient d'abord évidentes, à l'histoire d'une notion contextualisée, celle de frontière maritime.

- 8 L'idée de la mer comme *frontière* franco-anglaise est relativement récente, et n'est pensable qu'à partir du moment où la rivalité entre les deux États prend son essor. Dans la seconde partie (*La frontière imposée*), j'ai donc resserré la chronologie, en centrant la réflexion sur la période pendant laquelle se construit la frontière interétatique, entre la fin du XVII^e siècle et le début du XIX^e siècle. C'est en effet au XVIII^e siècle que s'élabore la construction juridique et politique de la Manche, qui devient peu à peu une frontière internationale, dans le cadre de la confrontation franco-anglaise. La fin du XVII^e siècle, les décennies centrales du XVIII^e siècle et les guerres de la Révolution sont des inflexions majeures dans la fixation de la frontière maritime. Si frontière il y a, elle est d'abord militaire, et impose un type spécifique de servitudes aux populations qui résident dans son voisinage. Bien que les États harmonisent progressivement leurs limites internes, c'est beaucoup plus difficile sur mer, en raison de la spécificité du milieu physique, mais aussi de l'impossibilité de parvenir à un quelconque accord sur ce que doivent être les eaux territoriales françaises et anglaises. Ces divergences, qui s'expriment dans des conflits récurrents sur les prises, les douanes ou le pavillon, soulèvent aussi l'enjeu central de la possession des ressources naturelles. Dans tous les cas, les populations ne sont jamais passives face aux politiques étatiques, et tentent d'exploiter la fluidité des limites à leur profit.
- 9 Le fait d'habiter sur la frontière, telle qu'elle est définie par les États, suffit-il à développer un sentiment identitaire de frontalier et un sentiment de différence avec l'étranger ? Si la frontière pose la question de la distance physique, elle pose aussi celle de la distance mentale. Dans la troisième partie (*La frontière abolie ?*), c'est donc la Manche telle qu'elle est vécue par les populations, riverains ou simples voyageurs, qui fait l'objet de la réflexion. Les mobilités transfrontalières découpent un nouvel espace, s'affranchissant en partie des limites juridiques, politiques et militaires. Ces groupes remettent en cause par leurs pratiques quotidiennes le processus de clôture des frontières étatiques. Sous cet angle, la frontière maritime n'est plus une barrière, mais un territoire dont les limites sont toujours redessinées par les jeux, marchands ou encore ouvriers qualifiés. L'étude des flux d'hommes et de marchandises montre en effet que les contacts de part et d'autre de la frontière sont parfois plus importants qu'à l'intérieur de celle-ci. Les limites des marchés ne coïncident pas toujours avec les frontières des États, et pour étudier certaines pratiques économiques, on a choisi de

dépasser la comparaison franco-anglaise pour intégrer les Provinces-Unies ou les Pays-Bas autrichiens.

- 10 Cette recherche repose sur plusieurs partis pris méthodologiques, qui permettent de répondre, au moins partiellement, aux difficultés spécifiques d'un travail comparatif, de surcroît mené dans deux pays.
- 11 Une approche en longue durée, englobant la scansion révolutionnaire, soulève un problème matériel, celui de la cohérence des séries, et épistémologique, en donnant une impression d'inéluctabilité aux phénomènes historiques. D'où le choix, pour esquiver le risque du finalisme, de varier la chronologie en fonction des enjeux. Ainsi, l'histoire des représentations géographiques devait être menée en embrassant plusieurs siècles, du XVI^e siècle jusqu'au XIX^e siècle. Les sources familières aux historiens de la géographie, cartes et dictionnaires, ne posaient pas vraiment problème de ce point de vue, étant équitablement réparties à la British Library et à la Bibliothèque Nationale. La fixation de la frontière entre les deux États s'opère sur une durée séculaire. Enfin, la compréhension des relations franco-anglaises sur le terrain supposait une périodisation plus fine, en resserrant l'étude sur des périodes clefs, comme les années 1730 pour la pêche ou la Révolution française pour les voyages.
- 12 L'un des objectifs constants de mon travail a été de varier les points de vue sur le même objet, en croisant une multitude de sources. Cependant, en raison de l'hétérogénéité de ces sources, textes juridiques, cartes, ou encore archives administratives (archives départementales, archives nationales, *National Archives*, Archives du Ministère des Affaires étrangères), le risque existait de diluer l'analyse en succombant à la chimère de l'exhaustivité. Il a donc été indispensable de définir des entrées dans cet immense corpus documentaire. Il était en outre impossible de trouver une équivalence stricte entre les fonds français et anglais. Pour prendre un seul exemple, mes efforts pour délimiter des archives comparables, par exemple la douane ou l'amirauté, se heurtaient à l'incommensurabilité des institutions. Plutôt que des institutions, c'étaient donc des *groupes* susceptibles d'entrer en contact avec l'étranger, comme les pêcheurs, et des *pratiques*, comme la fraude, qui guidaient ma sélection. Il ne s'agissait pas de comparer les pêcheurs français et anglais terme à terme, mais bien de voir comment ils interagissaient dans leurs pratiques quotidiennes. Le choix d'« administrations-charnières », c'est-à-dire au contact des Français et des Anglais, permettait de compenser l'inégalité du matériau disponible dans les archives. Ainsi, le chapitre VIII, consacré à la fraude douanière, s'appuie sur des sources méconnues, les procès-verbaux de saisie des marchandises dans les ports anglais. Le hasard a parfois joué son rôle dans la sélection des études de cas. Une découverte heureuse, comme les registres de passeports sur les voyageurs constitués par l'ambassade d'Angleterre à Paris au moment de la Paix d'Amiens, perdus et disséminés dans les épaisses correspondances diplomatiques anglaises des *National Archives* de Kew Gardens, m'a ainsi permis de cerner le profil sociologique des milliers de voyageurs qui traversèrent la Manche dans les deux sens après la Révolution française.
- 13 Un tel travail est forcément incomplet. En effet, je n'ai pas cherché à faire une monographie régionale, me contentant de montrer, à partir d'études de cas centrées sur une famille, un réseau de migrants, une entreprise, ou à partir de certaines régions (les îles anglo-normandes, le segment Douvres-Calais) comment s'organise cet espace, suivant parfois les populations au-delà des limites canoniques du Pas-de-Calais. Cependant, cette « découverte » m'est venue trop tard, et je perçois aujourd'hui

l'intérêt de déborder le cadre de la Manche vers la mer du Nord. J'ai en tout cas l'intention de poursuivre cette piste de recherche dans l'avenir.

- 14 Les principaux résultats de cette thèse s'organisent autour d'une idée centrale : « la mer qui sépare la France de l'Angleterre », pour reprendre une définition du *Dictionnaire géographique* de 1694, est une frontière mouvante et jamais fixée. Les flux et les reflux de la mer redéfinissent constamment les limites entre la terre et la mer, mais aussi entre les peuples. Appréhender ainsi les rapports franco-anglais par l'entre-deux permet de déplacer les questions que l'on pose habituellement sur ce couple.
- 15 En premier lieu, on ne parle pas de la même chose en France et en Angleterre lorsque l'on désigne cette mer. Ceci procède de conceptions de la frontière différentes, la zone d'un côté, la ligne de l'autre. L'auteur de *Mare Clausum*, le juriste anglais Selden, formule dès les années 1630 le principe qui va dominer les théories anglaises de la frontière tout au long du XVIII^e siècle et au-delà : l'idée que la frontière anglaise commence aux côtes françaises, faisant de la Manche une partie du territoire de la couronne. Côté français, après un processus engagé sous Louis XIV, la frontière se fixe définitivement à la côte continentale au milieu du XVIII^e siècle. Plus qu'une modification des rapports de force géopolitiques, ce sont les modes de construction territoriale internes aux deux États, ainsi que l'émergence de nouvelles théories juridiques, qui expliquent à mon sens le tournant s'opérant dans les décennies centrales du XVIII^e siècle côté français. La régularisation des limites du royaume, que Daniel Nordman a mise en évidence pour les frontières terrestres, est également à l'œuvre sur mer⁵.
- 16 De cette différence théorique découlent des modes de gestion étatique de l'espace eux aussi dissemblables, en termes militaires, juridiques et économiques. La lutte des toponymes ou les discussions sur les limites cristallisent le heurt de ces conceptions sur des enjeux concrets, la pêche, la course ou encore le salut au pavillon. Plutôt que d'une mer franco-anglaise, du point de vue des États, ce sont donc deux mers, la Manche et l'*English Channel*, qui coexistent et se chevauchent, jusqu'à totalement se recouvrir au moment du Blocus continental qui clôt la période. En ce sens, la période des guerres révolutionnaires puis de l'Empire ne fait que prolonger un processus engagé depuis un demi-siècle.
- 17 La volonté de multiplier les échelles d'analyse permet d'articuler les enjeux locaux, nationaux et internationaux. Les contacts entre les populations des deux rives de la Manche ne se limitent pas à des relations dictées par le contexte de rivalité entre les États, comme le montre la persistance, sur la longue durée, de logiques d'échange ou de circulation que les conflits n'interrompent jamais totalement. Les migrations d'ouvriers qualifiés qui joignent le Cambrésis et le Sussex dans la seconde moitié du XVIII^e siècle témoignent de la relative autonomie des comportements des populations par rapport aux enjeux géopolitiques. De même, les trêves de pêche négociées en temps de guerre entre les ports d'Harwich et de Dunkerque, qui débouchent sur des conventions ensuite validées par les États, ou la pluriactivité des Jersiais, alternativement corsaires, contrebandiers ou pêcheurs, prouvent la remarquable capacité d'adaptation des populations au contexte. Comprendre la diversité des manières dont les Français et les Anglais interagissent nécessite donc de regarder le contexte local précis, des acteurs institutionnels comme les maires jusqu'au rôle joué par certaines familles dans la structuration des réseaux migratoires. En passant de l'échelle macro à l'échelle micro, on peut ainsi faire une histoire inter-nationale qui n'est pas qu'une histoire diplomatique.

- 18 Par conséquent, l'approche du fait national en termes « identitaires » ne peut suffire à rendre compte des relations, notamment économiques, entretenues par les Français et les Anglais. Si le sentiment national est certainement stimulé en temps de guerre, l'utilisation du langage de la nation ne signifie pas forcément un *sentiment* national chez les acteurs que j'ai sélectionnés. C'est là peut-être un biais de mon étude : l'originalité des populations frontalières est d'entretenir des liens constants avec l'étranger et de constamment redéfinir leurs appartenances. Cependant, j'ai suggéré une autre explication que le sentiment pour comprendre l'apparition du thème de la nation à certains moments, chez certains groupes, en proposant une lecture en termes de stratégies : il est plus ou moins rentable, en fonction du contexte et de l'interlocuteur, d'utiliser un langage ou un autre. L'idée que les acteurs maîtrisent, utilisent et instrumentalisent la rhétorique officielle à leur profit procède donc d'un renversement de perspective. Plutôt que d'étudier comment un sentiment national, formalisé par les hommes de lettres et les juristes, s'impose à l'ensemble des Français et des Anglais, ce sont au contraire les formes diverses d'appropriation d'un langage, en fonction des situations, qui m'ont intéressé. Cette posture volontairement prudente laisse donc ouvert un éventail de causalités bien plus large que la seule xénophobie.
- 19 Englober chacune des deux populations dans une catégorie étanche et cohérente, isolée par la frontière nationale, n'a guère de sens pour la majeure partie du XVIII^e siècle. D'abord, parce que la distinction entre le national et l'étranger reste très floue, variant selon les lieux et les moments – y compris pendant la période révolutionnaire, où les conceptions nouvelles de la nation s'appliquent avec une grande lenteur sur le terrain. Les lois sont toujours réinterprétées en fonction des enjeux locaux, et on ne peut rendre compte de la riche palette des comportements des populations en considérant qu'elles ne font qu'appliquer passivement des décisions venues « d'en haut ». L'appartenance nationale, en ce sens, n'est pas donnée ni objectivement construite par la loi, mais négociée au cas par cas, ce qui explique par exemple que nombre d'Anglais échappent à la rigueur des lois sur les étrangers pendant la Révolution⁶.
- 20 En outre, les appartenances collectives ne sont pas figées et ne se limitent pas à la nation. En m'intéressant à des acteurs comme le marchand anglais Thomas Gillet, qui multiplie les allers-retours entre Londres et Paris pendant la Révolution française pour rendre visite à sa femme française, aux smogleurs dunkerquois, qui entretiennent constamment un flou sur leur appartenance nationale afin de jouer sur plusieurs tableaux à la fois, ou encore à l'entreprise de paquebots Fector-Minet de Douvres, fondée par un huguenot qui ne rompt jamais avec ses racines calaisiennes, j'ai montré l'existence de populations transnationales, dont le mode de vie repose sur le maintien d'appartenances indéterminées. Ces exemples incitent à faire une lecture moins univoque des relations entre les Français et les Anglais au XVIII^e siècle, libérées du carcan imposé par la « seconde guerre de cent ans ».

NOTES

1. Thèse soutenue à l'Université Charles de Gaulle Lille III le 3 juin 2005. Jury composé de : Alain Cabantous (président), Gérard Gayot, Joanna Innes, Jean-Pierre Jessenne (directeur), Daniel Nordman, François-Joseph Ruggiu.
2. Pour nous limiter aux deux dernières décennies, voir GERBOD P., *Voyages au pays des mangeurs de Grenouilles*, Paris, Albin Michel, 1991 ; GIBSON R., *Best of Enemies, Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, Londres, Sinclair-Stevenson, 1995 ; GURY J., *Le Voyage outre-Manche (anthologie)*, Paris, R. Laffont, coll. « Bouquins », 1999 ; VION Michel, *Perfide Albion ! Douce Angleterre ? L'Angleterre et les Anglais vus par les Français du XIV^e siècle à l'an 2000*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2002 ; GUIFFAN J., *Histoire de l'anglophobie en France : de Jeanne d'Arc à la vache folle*, Rennes, Terre de brume, 2004 ; BERTAUD Jean-Paul, FORREST Alan, JOURDAN Annie, *Napoléon, le monde et les Anglais : Guerre des mots et des images*, Paris, Autrement, 2004.
3. Voir par exemple MCPHERSON Kenneth, *The Indian Ocean : a History of People and the Sea*, Oxford, Oxford University Press, 1995 ; KING Charles, *The Black Sea : a Political and Social History*, Oxford, Oxford University Press, 2003. Tous les travaux de Pierre Jeannin s'articulent autour de l'idée d'une aire économique centrée sur la mer du Nord : voir par exemple *L'Europe du Nord-Ouest et du Nord aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, PUF, 1987 (1^{ère} éd. : 1969).
4. C'est cette approche décentrée de la frontière pyrénéenne qu'a proposée Peter SAHLINS dans *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées*, Paris, Belin, 1996 (éd. anglaise : 1989).
5. NORDMAN Daniel, *Frontières de France. De l'espace au territoire XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1998.
6. Voir sur ce point mon article « Des règles aux pratiques juridiques : le droit des étrangers en France et en Angleterre pendant la Révolution française (1792-1802) », in Philippe CHASSAIGNE, Jean-Philippe GENET (éd.), *Droit et société en France et en Grande-Bretagne, 12^e-20^es. : fonctions et représentations*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 127-147.